



CHARENTE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°16-2023-072

PUBLIÉ LE 25 AOÛT 2023

Sommaire

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations de la Charente / Inclusion et emploi

16-2023-08-25-00003 - Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne n° SAP978061182 (2 pages)

Page 3

Direction Départementale des Territoires de la Charente / Service Eau Environnement Risques

16-2023-08-25-00001 - Arrêté fixant des restrictions temporaires de la navigation sur le fleuve LA CHARENTE pour la réalisation des travaux d' enrochement des piles du pont de Roffit sur les communes du Gond-Pontouvre et Saint-Yrieix-sur-Charente du 28/08/2023 au 15/09/2023 (6 pages)

Page 6

16-2023-08-17-00001 - Arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires relatives à la reconnaissance d'existence, à la mise aux normes du plan d'eau n°1563 et à l'effacement du plan d'eau n°0023 sur le site du Chambon, commune d'EYMOUTHIERES (23 pages)

Page 13

Direction Départementale de l'Emploi, du
Travail, des Solidarités et de la Protection des
Populations de la Charente

16-2023-08-25-00003

Récépissé de déclaration d'un organisme de
services à la personne n° SAP978061182



PRÉFECTURE DE LA CHARENTE

Direction Régionale
De l'Économie, de l'Emploi, du travail
et des solidarités
de Nouvelle-Aquitaine

D.D.E.T.S.P.P. de la Charente

SERVICE INSTRUCTEUR

Affaire suivie par Martine MATHEY
Téléphone : 0516166242
Courriel : martine.mathey@charente.gouv.fr

Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP978061182

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;

Vu l'arrêté n°16-2022-08-30-00002 du 30 août 2022 portant subdélégation de signature à Madame Pascale BLONDY, responsable du service inclusion et emploi ;

Vu la demande de déclaration déposée par Madame Valérie PASQUIER – Les P'tits Services de Val 5 Allée des Pruniers 16190 NONAC, le 21 août 2023 ;

La préfète de la Charente

Constate :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès du service instructeur de la DDETSPP de Charente, le 21 août 2023 par **Madame Valérie PASQUIER** en qualité de gérante, pour l'organisme **LES P'TITS SERVICES DE VAL** dont l'établissement principal est situé **5 Allée des Pruniers 16190 NONAC** et enregistrée sous le N° **SAP978061182** pour les activités suivantes qui seront effectuées en mode prestataire :

- Livraison de course à domicile (*à la condition que cette prestation soit comprise dans un ensemble d'activités effectuées à domicile*)
- Assistance administrative à domicile

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

.../...

Cité administrative – Bâtiment A
4 rue Raymond Poincaré
BP 71016 – 16001 ANGOULÊME cedex
Tél. : 05.16.16.62.00 – www.charente.gouv.fr

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps. La déclaration a une portée nationale.

Le cas échéant :

En application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-15, les activités nécessitant un agrément (l de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si l'organisme a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément dans le ou les département(s) d'exercice de ses activités.

De même, en application de l'article D.312-6-2 du code de l'action sociale et des familles, les activités nécessitant une autorisation n'ouvrent droit à ces dispositions que si l'organisme a préalablement obtenu l'autorisation ou le renouvellement de cette autorisation.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le présent récépissé peut, à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès du service instructeur - Inclusion et Emploi à la DDETSPP ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - Direction générale des entreprises – sous-direction des services marchands, 61 Boulevard Vincent Auriol, 75703 PARIS CEDEX 13.

Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification auprès du tribunal administratif de Poitiers, 15 rue de Blossac, BP 541, 86035 Poitiers Cedex.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet <http://www.telerecours.fr/>

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à Angoulême, le 25 août 2023



P/la préfète et par subdélégation,
La responsable du service inclusion et emploi,

Pascale BLONDY

Direction Départementale des Territoires de la
Charente

16-2023-08-25-00001

Arrêté fixant des restrictions temporaires de la
navigation sur le fleuve LA CHARENTE pour la
réalisation des travaux d'encrochement des piles
du pont de Roffit sur les communes du
Gond-Pontouvre et Saint-Yrieix-sur-Charente du
28/08/2023 au 15/09/2023

ARRÊTÉ

fixant des restrictions temporaires de la navigation sur le fleuve LA CHARENTE pour la réalisation des travaux d'enrochement des piles du pont de Roffit sur les communes du Gond-Pontouvre et Saint-Yrieix-sur-Charente du 28/08/2023 au 15/09/2023

La préfète de la Charente
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code des Transports ;

Vu le décret 2004/374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté du 28 juin 2013 pris en application de l'article R4241-1 du titre IV du codé des transports portant règlement général de police de la navigation (RGPN) sur les eaux intérieures ;

Vu l'arrêté interpréfectoral du 7 décembre 2020 portant règlement particulier de police de la navigation de la Charente ;

Vu l'arrêté n° 16-2022-08-23-00005 du 23 août 2022 donnant délégation de signature à M SERVAT Hervé, directeur départemental des territoires ;

Vu l'arrêté n° 16-2023-07-07-000074 du 7 juillet 2023 donnant délégation ou subdélégation de signature à des cadres de la direction départementale des territoires de la Charente ;

Vu la déclaration au titre de l'article L. 214-3 du Code de l'environnement concernant l'opération d'enrochement des piles du pont de Roffit » sur la commune de GOND – PONTOUVRE pour lequel un récépissé a été délivré en date du 15/06/23.

Vu la demande du 18/08/2023 par laquelle le Département de la Charente représenté par Monsieur le président Philippe BOUTY et dont le siège social est domicilié 31 BD EMILE ROUX-16000 ANGOULEME, sollicite une restriction de la navigation sur le fleuve LA CHARENTE, compris entre le pont Saint-Antoine et le pont de Roffit sur les communes du Gond-Pontouvre et Saint-Yrieix-sur-Charente, pour la réalisation des travaux d'enrochement du pont de Roffit ;

Considérant que le contenu de la demande nécessite de restreindre la navigation au droit des travaux pour la sécurité des différents usagers du fleuve ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires :

ARRÊTE

Article 1^{er} : La circulation des bateaux n'est pas interdite au droit du parcours durant le temps des travaux. Le permissionnaire fait son affaire d'en organiser le passage par la pose d'une signalisation adaptée aux travaux. La zone restreinte sera délimitée par des panneaux d'information suffisamment dimensionnés et disposés sur les berges.

Les travaux nécessitent du 28/08/2023 au 15/09/2023, la mise à l'eau des pontons en amont du pont Saint-Antoine, la remontée des pontons du pont Saint-Antoine jusqu'au pont de Roffit, les travaux d'enrochement des pieds des 3 piles du pont de Roffit.

En conséquence la navigation empruntera un chenal temporaire balisé par des bouées conformes à la législation en fonction du phasage des travaux dont les schémas sont joints en annexe.

Le permissionnaire dépose, dès la fin des travaux, tous balisages temporaires et autres matériels implantés sur le fleuve ou sur les berges.

Le balisage et la signalisation sont à la charge de la personne responsable des travaux et la surveillance de la zone restreinte s'effectue sous sa responsabilité.

Le permissionnaire circule sur le fleuve LA CHARENTE à ses risques et périls et est responsable des accidents et dommages causés aux propriétés riveraines ou à des tiers, du fait de l'organisation des travaux.

Le permissionnaire est notamment responsable, dans le cadre de la réalisation de son intervention des faits susceptibles de dégrader l'eau.

Article 2 : Le présent arrêté est délivré sous réserve de l'application d'autres réglementations et dont le permissionnaire fait son affaire.

Article 3 : L'arrêté sera affiché dans les mairies du Gond-Pontouvre et de Saint-Yrieix-sur-Charente à la réception de celui-ci. Copies seront affichées sur les panneaux d'informations disposés sur les berges. La présente autorisation est mise au recueil administratif.

Article 4 : Le présent arrêté est susceptible, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication de faire l'objet :

- d'un recours gracieux devant la préfète de la Charente ;
- d'un recours hiérarchique devant le ministre compétent ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers – 15, rue Blossac – CS 80541 – 86020 Poitiers par voie postale ou par voie dématérialisée via « télécours citoyen » accessible sur le site Internet www.telerecours.fr.

Article 5 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 : La préfète de la CHARENTE, le directeur départemental des territoires, le commandant du groupement de gendarmerie de la CHARENTE, le président du Conseil Départemental de la CHARENTE propriétaire et exploitant du fleuve, les maires du Gond-Pontouvre et de Saint-Yrieix-sur-Charente, Monsieur le Directeur Départemental de la Police Nationale pour Angoulême sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est expédiée au directeur du service départemental des services d'incendie et de secours et au directeur du service interministériel de défense et de protection civiles

Angoulême, le **25 AOUT 2023**

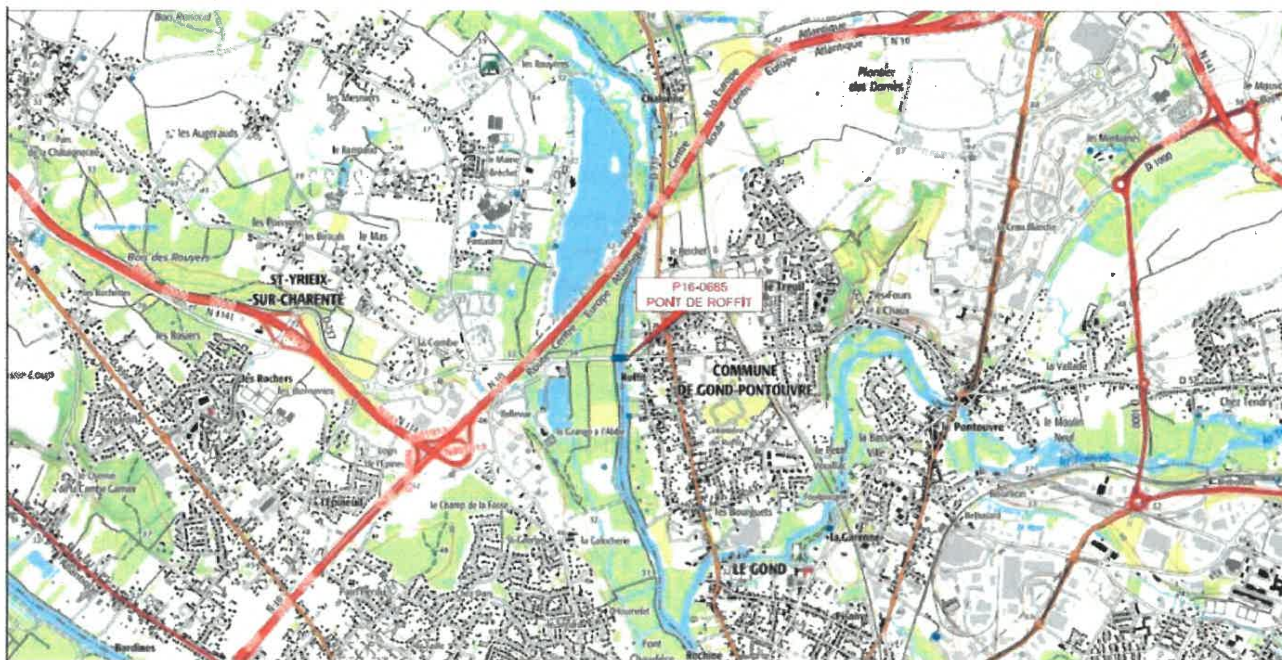
Pour la préfète et par délégation
Le directeur départemental des territoires
et par subdélégation,
la cheffe de l'unité Protection des milieux Aquatiques



Jessica FOURNIER

ANNEXES

Plan de situation



43 rue du docteur Charles Duroselle
16016 ANGOULÊME Cedex
Tél. : 05.17.17.37.37
www.charente.gouv.fr

4/6

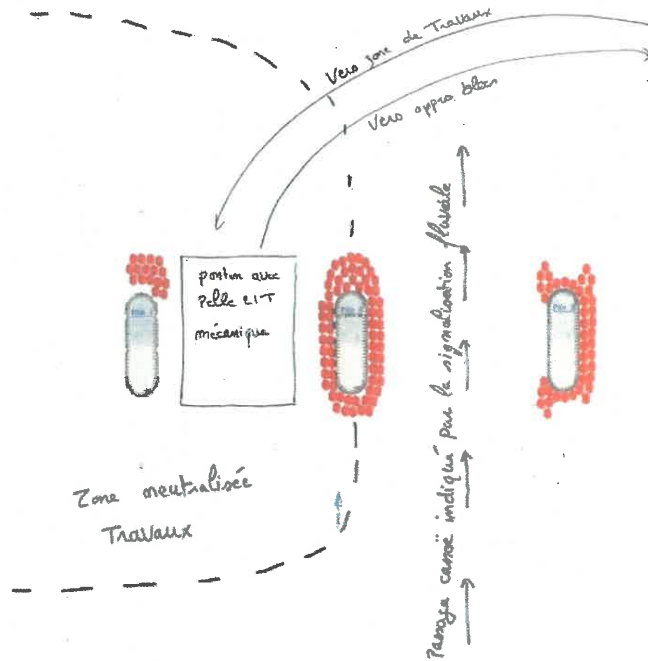
Plan de signalisation



Phase 1: Travaux entre P1 et P2.

Enrochements existant
 Enrochements à prévoir

Culée Rive Gauche



Alpina Bloc
 par 6x4 et
 chargement sur le
 avec pelle 8T

Zone de
 stockage des
 blocs.



43 rue du docteur Charles Duroselle
 16016 ANGOULÊME Cedex
 Tél. : 05.17.17.37.37
 www.charente.gouv.fr



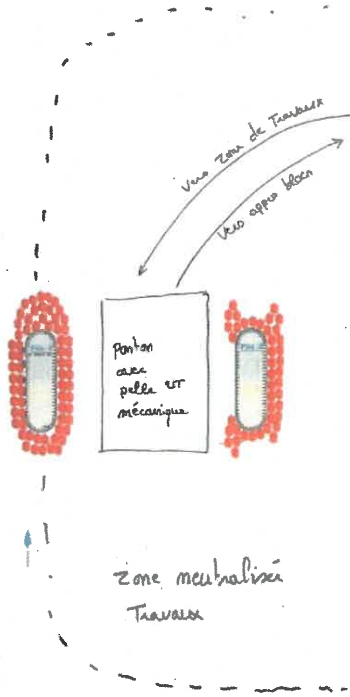
- Enrochements existant
- Enrochements à prévoir

Côté Rive Gauche

Côté Rive Droite

Phase 1 : Travaux entre VC et VU.

Perçage canotés indiqués par la signalisation fluviale



Appro des blocs par 6x6 et chargement au ponton avec pti

~~Zone de stockage des blocs.~~

Direction Départementale des Territoires de la
Charente

16-2023-08-17-00001

Arrêté préfectoral portant prescriptions
complémentaires relatives à la reconnaissance
d'existence, à la mise aux normes du plan d'eau
n°1563 et à l'effacement du plan d'eau n°0023
sur le site du Chambon, commune
d'EYMOUTHIER



Arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires relatives à la reconnaissance d'existence, à la mise aux normes du plan d'eau n°1563 et à l'effacement du plan d'eau n°0026 sur le site du Chambon, commune d'EYMOUTHIER

La préfète de la Charente
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu les articles R 214-1 à R 214-60 relatifs à la nomenclature et aux procédures d'autorisation et de déclaration des opérations en application des articles L 214-1 à L 214-6 ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages ou remblais soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.2.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0, 1.3.1.0, de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 mai 2009 portant désignation du site Natura 2000 VALLÉE DE LA TARDOIRE (Zone spéciale de conservation) ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2015 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, épis et remblais soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange et relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 mars 2022 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Adour-Garonne ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral du 19 novembre 2019 portant approbation du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin de la Charente ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 août 2022 donnant délégation de signature au directeur départemental des territoires de la Charente ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2023 donnant subdélégation de signature à des cadres de la direction départementale des territoires de la Charente ;

Vu la déclaration d'existence des plans d'eau ;

Vu le dossier technique du projet final relatif à la mise aux normes du plan d'eau aval (n°1563) et l'effacement du plan d'eau amont (n°0026), reçu le 30 août 2021 ;

Vu l'avis du Service Économie Agricole et Rurale du 20 septembre 2021 ;

Considérant que le préfet peut prendre des arrêtés complémentaires, conformément à l'article L 181-14 du code de l'environnement ; ces arrêtés pouvant fixer toutes prescriptions additionnelles que la protection des éléments mentionnés à l'article R 181-45 rend nécessaires ;

Considérant que les plans d'eau sont situés sur le cours d'eau nommé « ruisseau de La Fontaine Saint Pierre », bassin de La Tardoire, sur la masse d'eau FRFR24;

Considérant que les plans d'eau sont situés sur le site Natura 2000 nommé « Vallée de La Tardoire », code FR5400408.

Considérant l'incidence que présentent les plans d'eau sur le milieu aquatique aval, en termes de réchauffement des eaux et la nécessité d'y remédier par l'effacement du plan d'eau amont (n°0026) et par la mise en œuvre de dispositif de gestion adapté tel qu'un ouvrage de type « moine » sur le plan d'eau aval (n°1563) ;

Considérant la renaturation du cours d'eau et la création d'une zone humide au droit du plan d'eau amont (n°0026) effacé, la mise en place d'une dérivation du cours d'eau en rive gauche du plan d'eau aval (n°1563) comme étant de nature à réduire l'impact des plans d'eau sur le milieu aquatique à l'aval ;

Considérant que ces aménagements contribuent à la restauration de la continuité écologique du cours d'eau ;

Considérant que les aménagements réalisés par le pétitionnaire, ainsi que les prescriptions du présent arrêté, permettent de garantir les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de la Charente :

ARRÊTE

Titre I – Objet de l'autorisation

Article 1-1 : Le Département de la Charente, propriétaire du plan d'eau aval (n°1563), d'une superficie totale d'environ 2,2 ha, établi sur un cours d'eau « ruisseau de La Fontaine Saint Pierre », au lieu dit « Le Chambon », est autorisé à exploiter ce plan d'eau, aux conditions fixées par le présent arrêté.

Article 1-2 : L'autorisation est accordée, à dater de la notification du présent arrêté, sauf retrait ou modification en application de l'article 5-7 du présent arrêté.

Article 1-3 : Les ouvrages et l'activité constitutifs de ces aménagements relèvent de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement :

43 rue du docteur Charles Duroselle
16016 ANGOULÊME Cedex
Tél. : 05.17.17.37.37
www.charente.gouv.fr

2/8

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales
1.2.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L.214-9 du code de l'environnement, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe : 1° D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m ³ /heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (A) 2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m ³ /heure ou entre 2 et 5% du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (D)	Autorisation	Arrêté du 11 septembre 2003
1.3.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9 du code de l'environnement, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement, ont prévu l'abaissement des seuils : 1° Capacité supérieure ou égale à 8 m ³ /h (A) ; 2° Dans les autres cas (D).	Autorisation	Arrêté du 11 septembre 2003
3.1.1.0	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant : 1° un obstacle à l'écoulement des crues (A) 2° un obstacle à la continuité écologique a) entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (A) b) entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (D) Au sens de la présente rubrique, la continuité écologique des cours d'eau se définit par la libre circulation des espèces biologiques et par le bon déroulement du transport naturel des sédiments.	Autorisation	Arrêté du 11 septembre 2015
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau: 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)	Autorisation	Arrêté du 28 novembre 2007
3.2.2.0	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau : 1° Surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m ² (A) 2° Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m ² et inférieure à 10 000 m ² (D) Au sens de la présente rubrique, le lit majeur du cours d'eau est la zone naturellement inondable par la plus forte crue connue ou par la crue centennale si celle-ci est supérieure. La surface soustraite est la surface soustraite à l'expansion des crues du fait de l'existence de l'installation ou ouvrage, y compris la surface occupée par l'installation, l'ouvrage, la digue ou le remblai dans le lit majeur.	Autorisation	Arrêté du 13 février 2002

3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) ;2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D).Ne constituent pas des plans d'eau au sens de la présente rubrique les étendues d'eau réglementées au titre des rubriques 2.1.1.0., 2.1.5.0. et 3.2.5.0. de la présente nomenclature, ainsi que celles demeurant en lit mineur réglementées au titre de la rubrique 3.1.1.0. Les modalités de vidange de ces plans d'eau sont définies dans le cadre des actes délivrés au titre de la présente rubrique.	Déclaration	Arrêté du 9 juin 2021
---------	---	-------------	-----------------------

Titre II – Conditions de l'autorisation

Article 2-1: Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation de travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, conformément aux dispositions des articles R.214-8 du code de l'environnement.

Titre III - Dispositions relatives aux ouvrages

Article 3-1 : Chaussée : La chaussée doit être établie conformément aux règles de l'art, de façon à assurer la stabilité des ouvrages et la sécurité des personnes et des biens. Une revanche minimale de 0,40 m au-dessus de la ligne des plus hautes eaux sera maintenue. Une protection anti-batillage sera mise en œuvre si nécessaire. Le permissionnaire devra limiter la pousse de végétation ligneuse sur la chaussée par un fauchage et un débroussaillage réguliers.

Article 3-2 : Évacuateur des eaux de fond et ouvrage de vidange du plan d'eau n° 1563 : L'étang est équipé d'un système de vidange et de trop-plein de type « moine », dont la cote de déversement est de 129,70 m NGF qui doit permettre la maîtrise et la régulation des débits, l'évacuation des eaux de fond et la limitation du départ des sédiments selon les documents joints en annexe 1.

Article 3-3 : Évacuateur de crue: il est maçonné, la cote fil d'eau de son radier est de 130,31 m NGF, conçu de façon à résister à une surverse et doit être dimensionné de façon à évacuer au minimum une crue centennale tout en respectant une revanche de 0,40 mètre au-dessus de la ligne des plus hautes eaux, et le débit maximal d'alimentation. La surverse ne doit causer de désordre ni à l'ouvrage ni aux biens et personnes situés à l'aval du site.

Article 3-4 : Renaturation du cours d'eau en amont et à l'aval du plan d'eau et dérivation : Ces travaux s'étendent sur un linéaire de 954 m. La dérivation est réalisée en rive gauche du plan d'eau selon les plans joints en annexe 2,

Le gabarit hydraulique moyen sur chaque tronçon est formé d'un lit mineur légèrement sous-dimensionné, avec des banquettes latérales basses, puis des berges et talus permettant le raccordement au terrain existant.

Les largeurs au fond sont suffisamment étroites pour permettre en période de hautes eaux, le transport de sédiments grossiers et limiter le colmatage des fonds mais également pour limiter les contraintes érosives en berge et la stabilité des talus enherbés.

Les banquettes latérales présentent une hauteur de 20 cm et une largeur moyenne de 50 à 60 cm de chaque côté.

La stabilité des berges est assurée par la mise en place de blocs ancrés en partie basse de berge et à minima jusqu'au niveau de crue biennale.

Le creusement du tracé de la dérivation est complété par la mise en place de radiers de fond pierreux régulièrement espacés permettant ainsi une dissipation de l'énergie hydraulique.

La végétalisation des berges consiste en un régilage sur les berges en terre végétale, un ensemencement adapté et des plantations en partie supérieure de berge pour reconstituer une ripisylve en bordure du cours d'eau.

La prise d'eau dans la dérivation est réalisée au moyen d'un partiteur, qui garantira le maintien de deux tiers du débit dans la dérivation en régime moyen estimé à 30 l/s, conformément à l'article 3.7 du présent arrêté, et sera équipé d'un dispositif permettant le contrôle visuel du débit réservé à l'aide d'une échelle limnimétrique. Le seuil de la prise d'eau est à la cote 132,10 m NGF pour un fil d'eau de 132,04 m NGF de la dérivation au droit de l'ouvrage conformément aux plans joints en annexe 3.

Article 3-5 : Pêcheurie : les ouvrages doivent être agencés pour permettre la récupération de tous les poissons et crustacés dévalant lors des vidanges, notamment afin d'éviter leur passage dans le cours d'eau récepteur. À cette fin, une pêcheurie doit être maintenue en place. Ce dispositif permanent compte au minimum une grille dont l'espacement entre les barreaux n'excède pas 10 mm et complétée lors des vidanges par une zone de décantation située sur la prairie en aval, déconnectable de l'écoulement de vidange.

Article 3-6 : Entretien : l'exploitant est tenu d'assurer le fonctionnement et l'entretien des ouvrages de prélèvement, des dispositifs garantissant dans le lit du cours d'eau le débit minimal, des dispositifs de franchissement et des dispositifs de suivi des débits le cas échéant, ainsi que des grilles d'amont et d'aval, de la chaussée et des abords du plan d'eau en fonction de son usage sans engendrer de nuisances à l'environnement, en particulier aux eaux superficielles. La qualité de l'eau doit être surveillée périodiquement et maintenue suffisante pour ne pas risquer de dégrader la qualité des eaux superficielles ou souterraines environnantes.

Article 3-7 : Débit réservé : conformément à l'article L.214-18 du code de l'environnement, l'ouvrage doit permettre le maintien dans le cours d'eau à l'aval d'un débit minimal garantissant en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces. Ce débit minimal ne doit pas être inférieur à 30 l/s, ou au débit à l'amont immédiat de l'ouvrage si celui-ci est inférieur.

Titre IV – Dispositions relatives aux opérations de vidanges

Article 4-1 : Période. La vidange ne devra pas être réalisée en période de forte pluviométrie ou de sécheresse. Le permissionnaire assurera un suivi des conditions météorologiques durant l'opération de manière à prendre le cas échéant toute mesure préventive appropriée.

Article 4-2 : Le service de police de l'eau sera prévenu au plus tard un mois avant le début des opérations de vidange et de la remise en eau. Si des conditions particulières (débit des cours d'eau insuffisant, sécurité, salubrité...) le justifient, l'administration se réserve le droit d'exiger l'ajournement de cette opération.

Article 4-3 : Les opérations de vidange seront régulièrement surveillées. Tout incident sera déclaré immédiatement au service de police de l'eau. La vitesse de descente du plan d'eau sera limitée, voire annulée momentanément si nécessaire, pour éviter l'entraînement de sédiments à l'aval du plan d'eau. Durant la vidange, les eaux rejetées dans les cours d'eau ne devront pas dépasser les valeurs suivantes en moyenne sur 2 heures :

- matières en suspension (MES) : 1 gramme par litre,
- ammonium (NH₄⁺) : 2 milligrammes par litre.

De plus la teneur en oxygène dissous (O₂) ne devra pas être inférieure à 3 milligrammes par litre. À tout moment, les eaux de l'étang et les eaux restituées ne devront nuire ni à la vie du poisson, ni à sa reproduction, ni à sa valeur alimentaire. Le milieu aval ne devra subir aucun dommage du fait de la vidange, tel que le déversement de boues, sédiments, vase. Le préfet pourra le cas échéant imposer un suivi de la qualité des eaux pendant la vidange.

Article 4-4 : Les poissons présents dans le plan d'eau devront être récupérés de manière à éviter la dévalaison dans le cours d'eau, triés et gérés conformément aux articles L. 432-2, L. 432-10, L. 436-9 et L. 432-12 du code de l'environnement. Les espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques et les poissons en mauvais état sanitaire seront détruits. Seul un pêcheur agréé en eau douce est habilité à acheter et commercialiser le produit de la pêche.

Article 4-5 : Curage. Si nécessaire, le curage « vieux bords, vieux fonds » du plan d'eau sera effectué en assec. Une analyse des matériaux à enlever devra être réalisée, leur composition devra être compatible avec la protection des sols et des eaux, notamment en ce qui concerne les métaux lourds et autres éléments toxiques qu'elles pourraient contenir. Les matériaux enlevés seront entreposés en un lieu non inondable.

Article 4-6 : Remise en eau. Le remplissage du plan d'eau devra respecter l'arrêté d'interdiction de remplissage des plans d'eau et les arrêtés réglementant les manoeuvres de vannes sur les cours d'eau. Lors du remplissage, un débit minimal, au moins égal au débit réservé conformément à l'article 3-7 du présent arrêté, devra être maintenu dans le cours d'eau aval.

Titre V - Dispositions diverses

Article 5-1 : À toute époque, le pétitionnaire est tenu de donner aux agents chargés de la police de l'eau libre accès aux ouvrages dans les conditions prévues à l'article L.216-4 du code de l'environnement. Sur leur demande, il devra les mettre à même de procéder, à ses frais, à toutes mesures et vérifications utiles pour constater l'exécution du présent arrêté.

Article 5-2 : Il est précisé toutefois que les prescriptions du présent arrêté, tout comme les contrôles éventuels effectués par le service de police de l'eau, ne sauraient avoir pour effet d'exonérer le propriétaire de sa responsabilité, qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne la conception et la réalisation des ouvrages que leur entretien et leur exploitation.

Article 5-3 : L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police. Le bénéfice de l'autorisation ne peut être transmis à une autre personne que celle mentionnée au dossier de demande d'autorisation qu'à la condition expresse que le nouveau bénéficiaire en fasse la déclaration au préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité conformément à l'article R.214-45 du code de l'environnement. Le préfet donne acte de cette déclaration. L'absence de déclaration pourra entraîner la déchéance de la présente autorisation.

Article 5-4 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5-5 : Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le propriétaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 5-6 : Si le plan d'eau reste en assec pendant une période supérieure à deux ans consécutifs, l'exploitant du site devra en faire la déclaration au préfet au plus tard dans le mois suivant l'expiration du délai de deux ans. Le préfet peut décider que la remise en eau sera subordonnée à une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration dans les cas prévus par l'article R.214-47 du code de l'environnement. En cas de cessation définitive d'exploitation et d'absence prolongée d'entretien du plan d'eau, le déclarant procédera au rétablissement des écoulements naturels tels qu'ils existaient antérieurement, à l'isolement des ouvrages abandonnés, afin de prévenir tout danger pour la salubrité et la sécurité publique.

Article 5-7 : Conformément aux dispositions de l'article L.214-4 du code de l'environnement, l'autorisation peut être retirée ou modifiée, sans indemnité de la part de l'État exerçant ses pouvoirs de police, dans les cas suivants :

1° dans l'intérêt de la salubrité publique, et notamment lorsque ce retrait ou cette modification est nécessaire à l'alimentation en eau potable des populations ;

2° pour prévenir ou faire cesser les inondations ou en cas de menace pour la sécurité publique ;

3° en cas de menace majeure pour le milieu aquatique, et notamment lorsque les milieux aquatiques sont soumis à des conditions hydrauliques critiques non compatibles avec leur préservation ;

4° lorsque les ouvrages ou installations sont abandonnés ou ne font plus l'objet d'un entretien régulier.

Sur les cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux, classés ou venant à être classés au titre du I de l'article L. 214-17, l'autorisation peut être modifiée, sans indemnité de la part de l'État exerçant ses pouvoirs de police, dès lors que le fonctionnement des ouvrages ou des installations ne permet pas la circulation des poissons migrateurs et le transport suffisant des sédiments.

Article 5-8 : Publication et information des tiers. Le présent arrêté sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie d'EYMOUTHIER. Un exemplaire du dossier sera mis à la disposition du public pour information à la direction départementale des territoires de la Charente, ainsi qu'à la mairie de la commune d'EYMOUTHIER.

Le présent arrêté sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de la Charente pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 5-9 : Voies et délais de recours : Le présent arrêté est susceptible, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication de faire l'objet :

- d'un recours gracieux devant la préfète de la Charente ;
- d'un recours hiérarchique devant le ministre de [intitulé du ministère] ;

d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers – 15, rue Blossac – CS 80541 – 86020 Poitiers par voie postale ou par voie dématérialisée via « télérecours citoyen » accessible sur le site Internet www.telerecours.fr.

Les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article [L. 181-3](#), dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article [R. 181-44](#) ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R. 181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles [L. 411-6](#) et [L. 122-1](#) du code des relations entre le public et l'administration.

Article 5-10 : Exécution. La Préfète de la Charente, le Directeur départemental des territoires, le Maire d'EYMOUTHIER, le Commandant du groupement de gendarmerie départemental et les agents du service de police de l'eau, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Angoulême, le

17 AOUT 2023

Pour la Préfète,
Le chef de Service Eau Environnement Risques,



Thomas LOURY

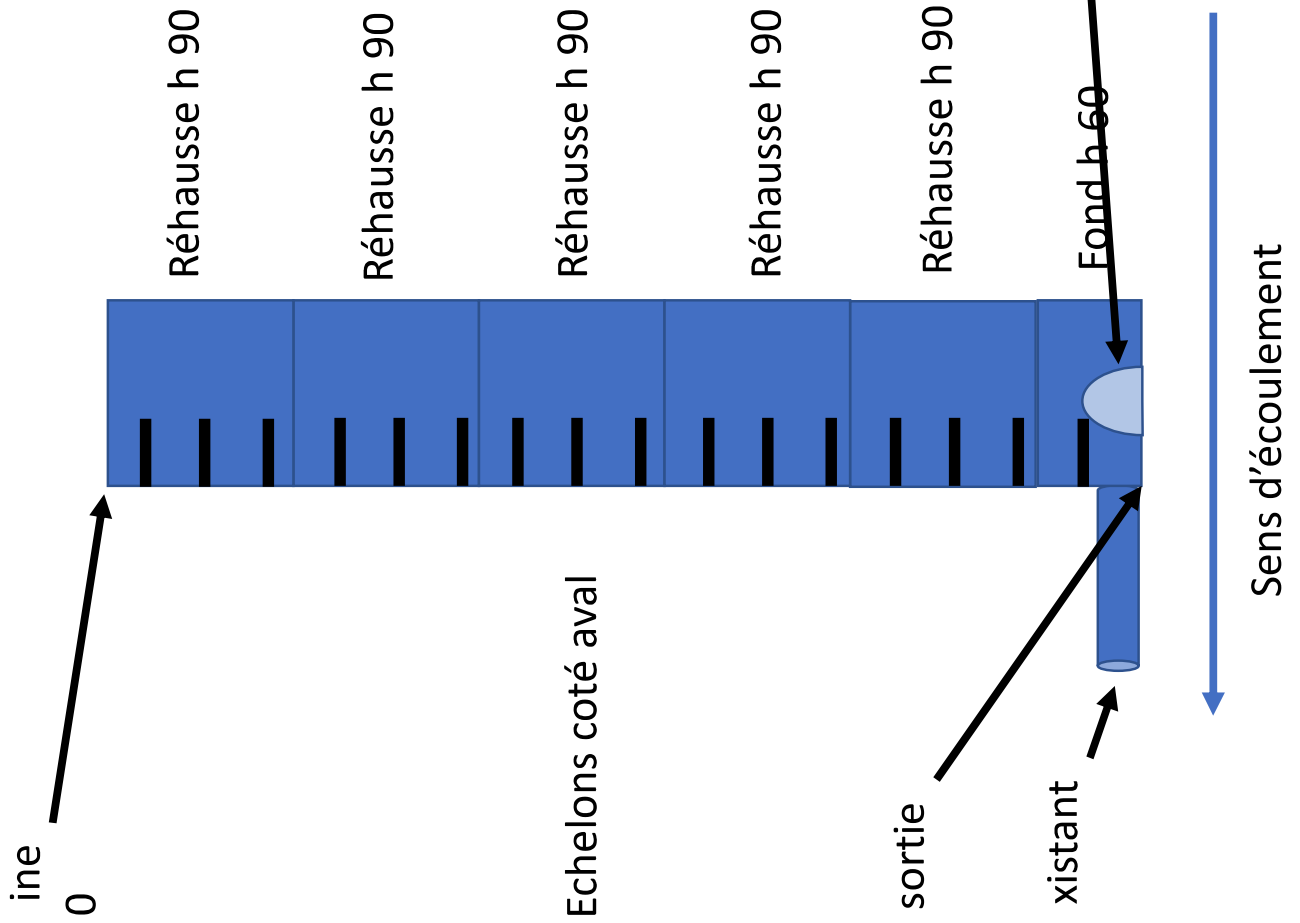
**Mise aux normes du plan d'eau n°1563 et à
l'effacement du plan d'eau n°0026 sur le site du
Chambon,**

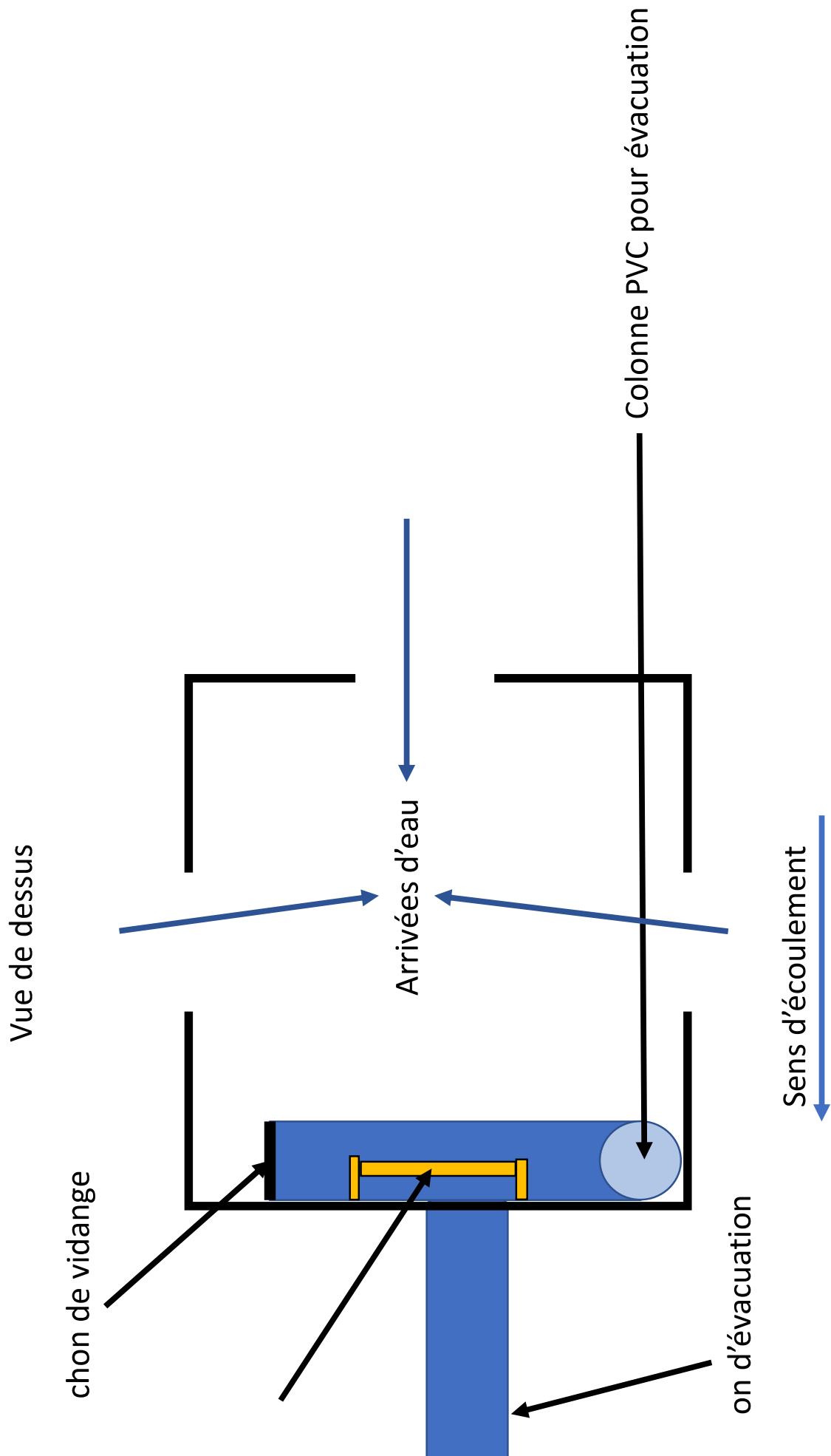
Commune d'EYMOUTHIER

ANNEXE 1

DESSCRIPTIF MOINE

Moine 150 x 150 intérieur







Bouchon dévissable



Troisième élément femelle pou
Cote déversement: Z 129,70



3 éléments sans joint

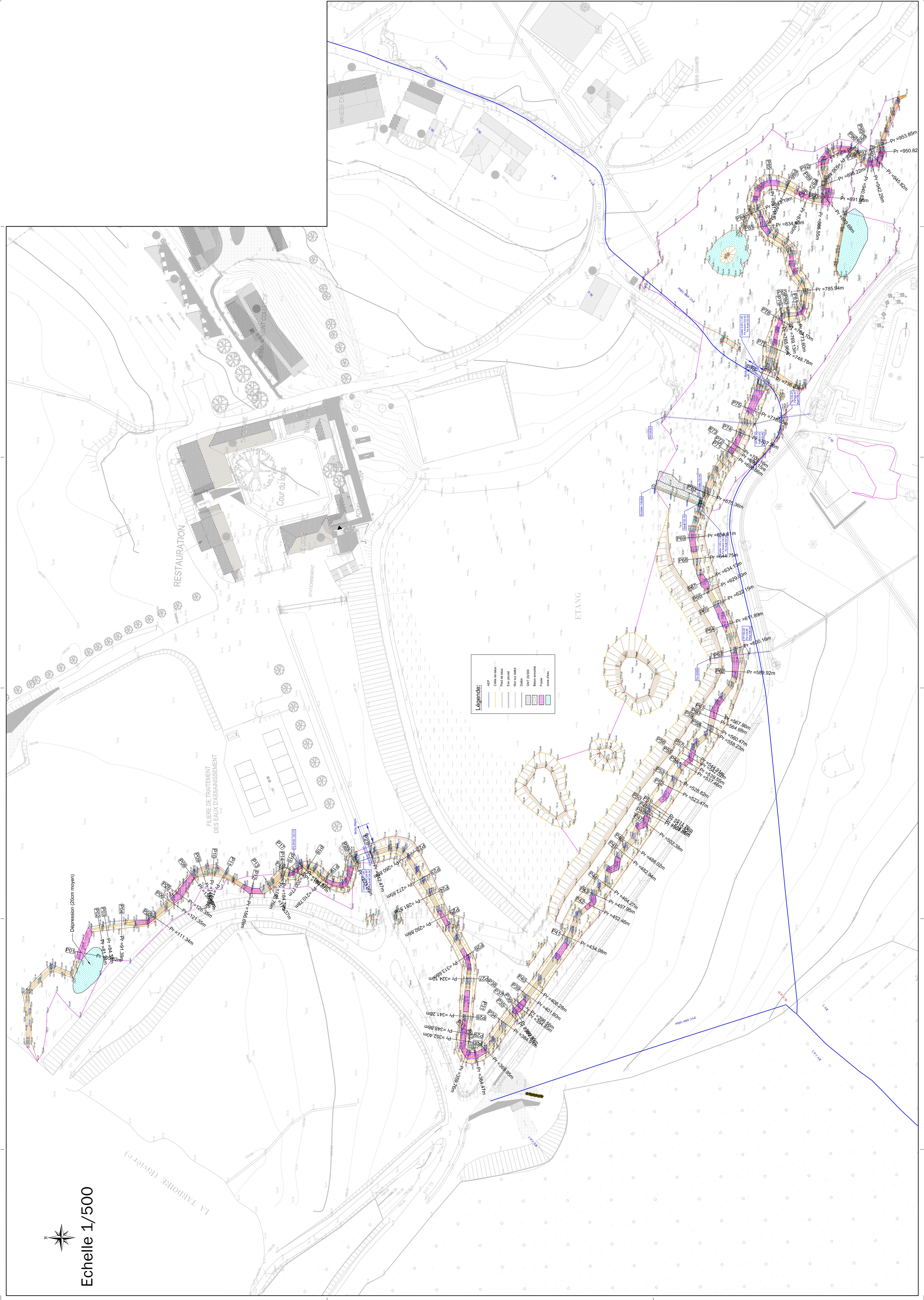


mier élément avec joint

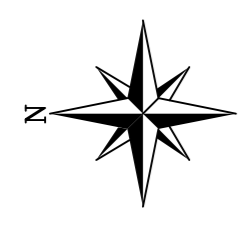
**Mise aux normes du plan d'eau n°1563 et à
l'effacement du plan d'eau n°0026 sur le site du
Chambon,**

Commune d'EYMOUTHIERS

ANNEXE 2



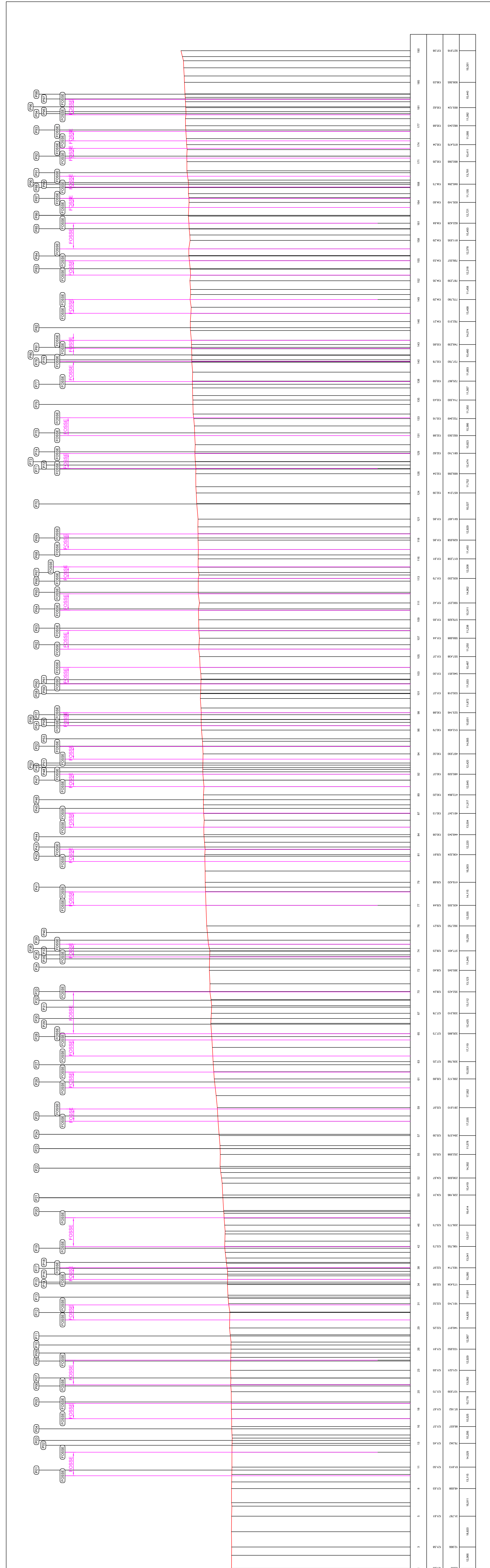
Echelle 1/500





Profil en long AXE Chambon

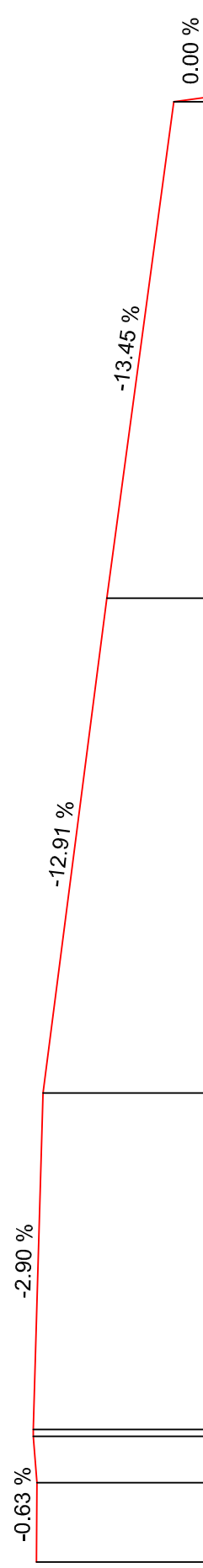
Echelle en X : 1/1000
Echelle en Y : 1/500



PC : 67,00 m	
Numeros des points TN	
Altitudes Récollement	
Dist. cumulées Récollement	
Dist. partielles Récollement	
0	67,00
1	67,00
2	67,00
3	67,00
4	67,00
5	67,00
6	67,00
7	67,00
8	67,00
9	67,00
10	67,00
11	67,00
12	67,00
13	67,00
14	67,00
15	67,00
16	67,00
17	67,00
18	67,00
19	67,00
20	67,00
21	67,00
22	67,00
23	67,00
24	67,00
25	67,00
26	67,00
27	67,00
28	67,00
29	67,00
30	67,00
31	67,00
32	67,00
33	67,00
34	67,00
35	67,00
36	67,00
37	67,00
38	67,00
39	67,00
40	67,00
41	67,00
42	67,00
43	67,00
44	67,00
45	67,00
46	67,00
47	67,00
48	67,00
49	67,00
50	67,00
51	67,00
52	67,00
53	67,00
54	67,00
55	67,00
56	67,00
57	67,00
58	67,00
59	67,00
60	67,00
61	67,00
62	67,00
63	67,00
64	67,00
65	67,00
66	67,00
67	67,00
68	67,00
69	67,00
70	67,00
71	67,00
72	67,00
73	67,00
74	67,00
75	67,00
76	67,00
77	67,00
78	67,00
79	67,00
80	67,00
81	67,00
82	67,00
83	67,00
84	67,00
85	67,00
86	67,00
87	67,00
88	67,00
89	67,00
90	67,00
91	67,00
92	67,00
93	67,00
94	67,00
95	67,00
96	67,00
97	67,00
98	67,00
99	67,00
100	67,00



Profil en long DEVERSOIR



Echelle en X : 1/100

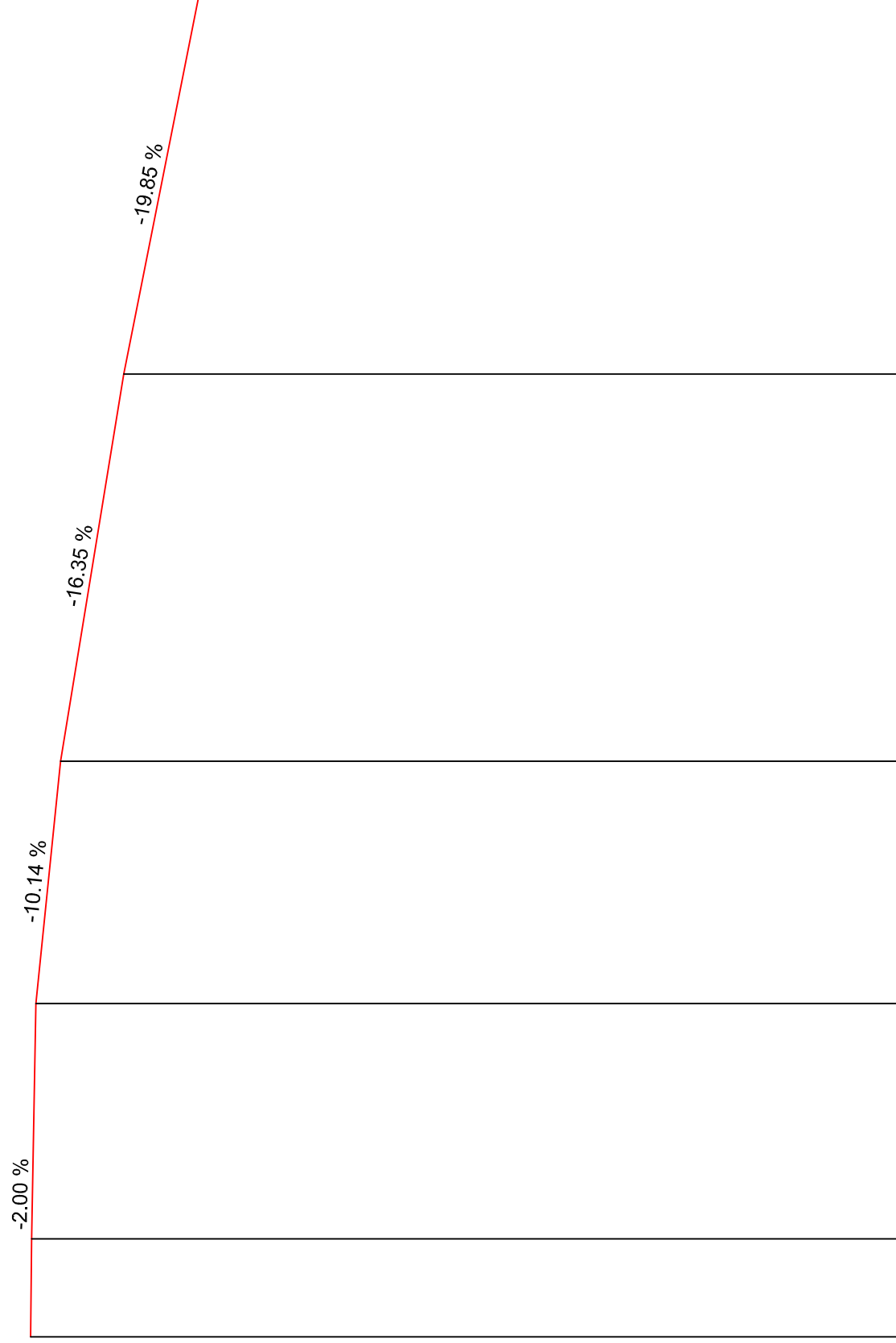
Echelle en Y : 1/100

PC : 118.00 m

Numéros des points TN		1	2	34	5	6	7	9
Altitudes Récolement		132.04	132.04	132.18	131.94	130.91	129.84	129.34
Dist. cumulées Récolement		0.000	1.273	2.928	7.533	15.487	23.462	25.041
Dist. partielles Récolement			1.273	0.746	5.407	7.954	7.975	1.578



Profil en long canal à côté du deversoir



Echelle en X : 1/100

Echelle en Y : 1/100

PC : 118.00 m

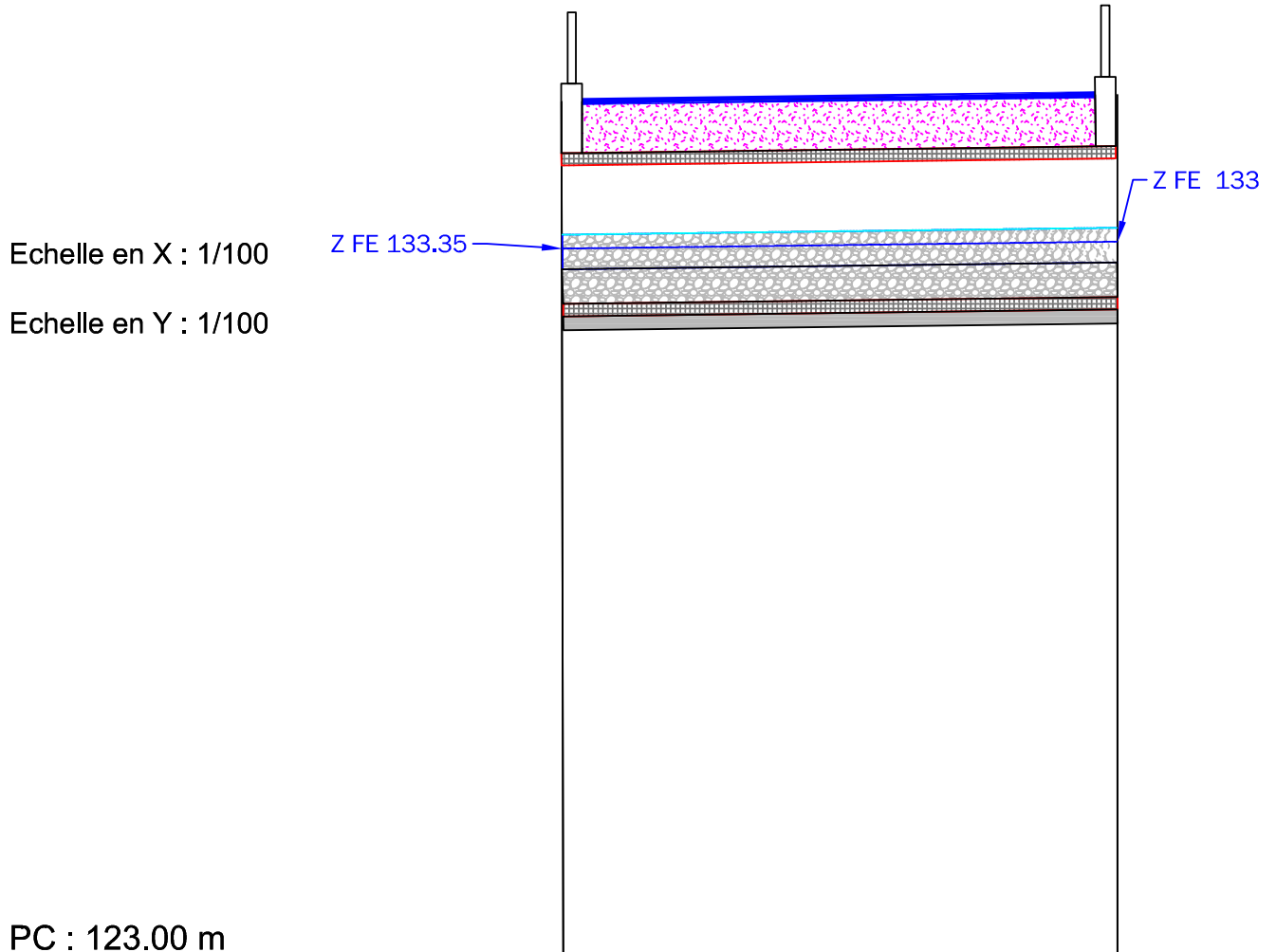
Numéros des points TN	
1	6
2	5
3	4
4	3
5	2
6	1

Altitudes Récolement	
1	132.83
2	132.61
3	132.54
4	132.13
5	131.06
6	129.81

Dist. cumulées Récolement	
1	0.000
2	1.645
3	7.242
4	16.914
5	33.094
6	55.581

Dist. partielles Récolement	
1	0.000
2	1.645
3	5.597
4	9.672
5	16.180
6	22.487

Profil en long cadre amont



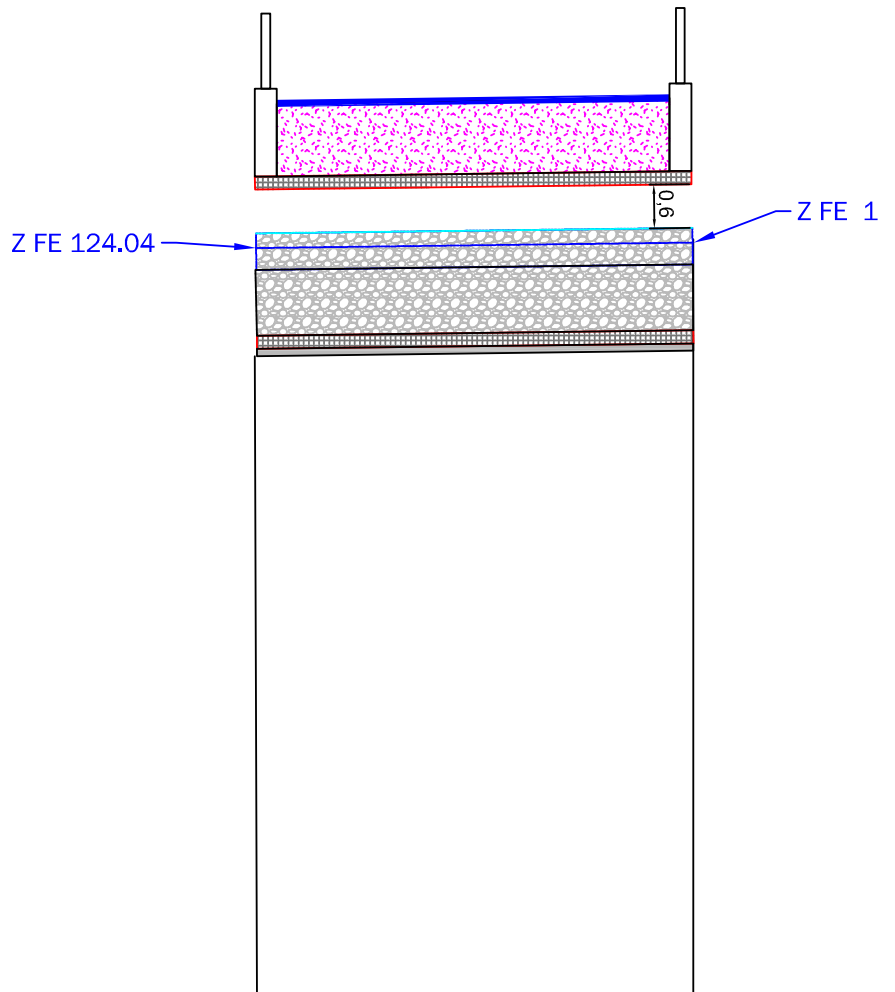
PC : 123.00 m		
Cotes fil d'eau	133.35	133.42
Profondeurs fil d'eau	0.76	0.81
Distances partielles		8.01
Distances cumulées	0.000	8.01
Pentes (%)		3.41%



Profil en long cadre aval

Echelle en X : 1/100

Echelle en Y : 1/100



PC : 114.20

Cotes fil d'eau	124.04	124.31
Profondeurs fil d'eau	0.76	0.81
Distances partielles		7.93
Distances cumulées	0.000	7.93
Pentes (%)		3.41%

**Mise aux normes du plan d'eau n°1563 et à
l'effacement du plan d'eau n°0026 sur le site du
Chambon,**

Commune d'EYMOUTHIERS

ANNEXE 3

